Le 25-10-2024

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

La « une » de *l'Humanité* annonçant le rejet de la CED, le 30 août 1954

Le 30 août 1954, sous l'impulsion des parlementaires communistes et gaullistes, la « Communauté européenne de Défense » était rejetée. Les tenants de l'ordre euro-atlantique – c'est-à-dire les ancêtres de Macron, des LR et du PS – de l'époque dénonçaient alors un « crime » perpétré par ceux qui, à l'époque, refusèrent le réarmement allemand (moins de 10 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale), le « saut fédéral européen » à travers la constitution d'une « armée européenne » et la vassalisation aux Etats-Unis qui soutenaient le projet. Un NON clair afin de sauvegarder l'indépendance et la souveraineté nationales, mais aussi la paix mondiale, contre la « construction européenne » qui s'effectuait dans le cadre de la malnommée « guerre froide ».
À l'époque déjà, les tenants de l'ordre euro-atlantique, sous l'impulsion des États-Unis, refusèrent ce camouflet et, violant la décision souveraine des représentants de la Nation, instaurèrent, le 23 octobre 1954, « l'Union de l'Europe occidentale », subordonnée à l'OTAN et base d'une potentielle « armée européenne ». Ainsi était relancée ladite « construction européenne », nullement pacifique et franchement antidémocratique.

70 ans après, sous l'impulsion du trio von der Leyen-Scholz-Macron et toujours avec l'appui de l'impérialisme yankee, les revanchards euro-atlantiques reconstituent une « armée européenne ». Prenant prétexte de la guerre russo-ukrainienne, ils accélèrent le « saut fédéral européen ». Or une telle dynamique pousse à la guerre généralisée en érigeant la Fédération de Russie et la Chine populaire en ennemis ; elle ancre définitivement la France dans l'ordre UE-OTAN et vassalise le pays aux desiderata de Washington ; elle nourrit un « Empire européen » sous domination d'une Allemagne capitaliste dont l'effort de guerre est au niveau des années 1930. Ainsi se constitue une armée du Capital se baladant dans toute l'UE pour écraser les travailleurs en lutte, les conquêtes sociales et les quelques libertés démocratiques qui subsistent.
À ce sujet, l'arrivée au pouvoir de Michel Barnier à la tête du gouvernement de la France est un symbole très inquiétant. En effet, celui qui, par le passé, se distingua par ses positions homophobes et hostiles aux immigrés, fut le ministre des Affaires étrangères du gouvernement Raffarin qui, le lendemain de la victoire du NON au référendum sur la prétendue « Constitution européenne » le 29 mai 2005, proclama : « il n'y a pas de mandat du non », estimant même qu'il « fallait réinventer la Constitution d'une manière ou d'une autre ». Il annonçait ainsi déjà la volonté des dirigeants euro-atlantiques de violer la décision du peuple souverain. Devenu commissaire européen à Bruxelles, il prêta serment « de ne pas défendre l'intérêt national mais de défendre l'intérêt général européen ».

Aujourd'hui à la tête du gouvernement à la suite d'un énième coup de force de Macron, Michel Barnier s'apprête à précipiter la France dans le « saut fédéral européen » cher à son maître Macron et dans la marche à la conflagration nucléaire. Cette fuite en avant funeste est bien entendu soutenue par la Macronie et ses affidés de droite et de la fausse « gauche » PS-EELV, à commencer par le belliciste Raphaël Glucksmann. Elle est tout autant acceptée par l'extrême droite lepéno-zemmouriste qui ne souhaite sortir ni de l'euro, ni de l'UE, ni de l'OTAN – à laquelle Jordan Bardella a réaffirmé sa fidélité ainsi que la nécessité d'armer le régime pronazi de Kiev –, et in fine le capitalisme. Une extrême droite qui, porteuse d'un projet racialiste antipatriotique et antipopulaire, appuie l'effort de guerre euro-atlantique et n'a pas hésité.
Cette fuite en avant est également acceptée par les états-majors du PCF et de LFI qui, refusant d'affronter radicalement l'Axe UE-OTAN, sont d'avance condamnés à se plier aux ordres de l'oligarchie euro-atlantique. Pire : en prônant la « livraison d'armes nécessaires » à l'Ukraine bandériste et en renonçant à sortir des traités européistes antidémocratiques, le « Nouveau front populaire » cautionne in fine la marche à la guerre. Or, à l'heure où le NFP dénonce, à raison, le coup de force antidémocratique de Macron pour contourner le résultat des législatives de l'été 2024, comment ne pas dénoncer la forfaiture antidémocratique et la dynamique militariste impulsée par l'Axe UE-OTAN, dangereuse pour les travailleurs, la souveraineté et l'indépendance nationales... et même la paix mondiale ?

70 ans après le rejet de la CED, refusons la nouvelle « armée européenne » ! Et œuvrons à une alternative politique 100% anti-UE/OTAN et antifasciste, patriotique, populaire et pacifique, prônant le progrès social, l'indépendance nationale, la souveraineté populaire, la coopération entre peuples souverains et égaux et la paix mondiale. C'est la condition pour reconstruire les services publics, les droits sociaux, les structures productives, la République une et indivisible et la démocratie en France.

Pour cela, le Pôle de Renaissance communiste en France (PRCF), le Parti de la démondialisation (Pardem), la Dynamique populaire constituante (DPC), le Rassemblement du Peuple souveraine pour la France indépendante et la République sociale (RPS-FIERS) et la Jeunesse pour la Renaissance communiste en France (JRCF) invitent tous les citoyens et les travailleurs de France à combattre le projet Macron-Barnier d'une « armée européenne », prélude à un « Etat fédéral européen » subordonné à l'OTAN et qui attise dangereusement le risque de guerre mondiale. Les signataires de cet appel vous invitent à rejoindre leur combat sur des bases populaires et patriotiques pour affronter les forces violant de manière perpétuelle la démocratie depuis que la « Constitution européenne » a été largement rejetée par référendum le 29 mai 2005.

Raison de plus pour rejeter l'« armée européenne » et pour promouvoir, pour les 20 ans de la victoire du NON, la seule véritable alternative politique possible, celle du peuple souverain totalement affranchi de l'Axe UE-OTAN. En somme, celle d'une France Franchement Insoumise (F.F.I.) à laquelle doivent œuvrer toutes les forces populaires, patriotiques et pacifiques de France, sous peine que disparaisse définitivement l'héritage du Conseil national de la Résistance (CNR).

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire